

Amnistie internationale et les Prisonniers en cage : Déclaration de Gita Sahgal

lundi 15 février 2010, par [SAHGAL Gita](#) (Date de rédaction antérieure : 7 février 2010).

Ce matin le *Sunday Times* [1] a publié un article sur l'association d'Amnistie internationale avec des groupes qui soutiennent les Talibans et promeuvent les idées islamiques de droite. Dans cet article, je suis citée comme soulevant des inquiétudes concernant Amnistie et ses associations très en évidence avec le détenu de Guantanamo, Moazzam Begg. J'avais l'impression que Amnistie risquait sa réputation en s'associant avec Begg qui est à la tête de l'organisation Prisonniers en cage, qui promeut activement les idées et des personnalités islamiques de droite.

Quelques heures à peine après la publication de l'article, Amnistie m'a suspendu de mon travail ;

Un moment survient, qui n'arrive que rarement en histoire, quand une grande organisation doit demander : si elle se ment à elle-même, peut-elle exiger la vérité d'autres ? Car en défendant le critère de la torture, un des critères le plus fort et le plus ancré dans le droit international des droits humains, Amnistie a assaini l'histoire et la politique de l'ex-détenu de Guantanamo, Moazzam Begg et a complètement échoué à reconnaître la nature de l'organisation Prisonniers en cage.

La tragédie, ici, est que la nécessaire défense du critère de la torture a été alliée de manière inexcusable à la légitimation politique d'individus et d'organisations appartenant à la droite islamique.

J'ai toujours été opposée à la détention illégale et à la torture d'hommes musulmans à Guantanamo Bay et pendant la dite Guerre contre la terreur. J'ai été horrifiée et épouvantée par le traitement de gens comme Moazzam Begg et je le lui ai dit personnellement. J'ai exprimé énergiquement mon opposition aux tentatives de gouvernements de justifier la « torture allégée ».

Le problème n'est pas au sujet de la liberté d'opinion de Moazzam Begg, ni au sujet de son droit d'exposer ses vues : il exerce déjà ces droits pleinement avec raison. La question en est une fondamentale sur l'importance du mouvement des droits humains de maintenir une distance objective avec des groupes et des idées engagés dans une discrimination systématique et qui sapent fondamentalement l'universalité des droits humains. J'ai soulevé cette question à cause de ma croyance profonde dans des droits humains pour tous.

J'ai envoyé deux notes à ma direction demandant une série de questions sur quelle attention était donnée à la nature de la relation avec Moazzam Begg et son organisation, Prisonniers en cage. Je n'ai pas reçu de réponse à mes questions. Il y a eu une histoire d'avertissements à l'intérieur d'Amnistie qu'un partenariat avec Moazzam Begg n'était pas à conseiller. Amnistie a créé l'impression que Begg est non seulement victime d'une violation des droits humains mais un défenseur de droits humains. Beaucoup de mes très respectés collègues, bien considérés dans leur domaine d'expertise, l'ont dit. Ils ont chacun été écarté.

Après ce que j'ai dit au Sunday Times, Amnistie internationale a annoncé qu'elle a lancé une enquête interne. Le moment est venu d'encourager des réponses publiques, et de démontrer qu'il existe déjà

une demande publique, y compris de la part de membres d'Amnistie internationale, pour restaurer l'intégrité de l'organisation et lui rappeler ses principes fondamentaux.

J'ai fait campagne pour les droits humains pendant plus de 30 ans, défendant les droits des femmes et des minorités ethniques, défendant la liberté religieuse et les droits des victimes de torture, et faisant campagne contre la détention illégale et la répression étatique. J'ai soulevé la question de l'association d'Amnistie internationale avec des groupes comme celui de Begg dans la logique de l'organisation. A présent, j'ai été suspendue pour avoir essayé de faire mon travail et de rester fidèle à la mission d'Amnistie de protéger et de défendre les droits humains universellement et impartialement.

P.-S.

* <http://www.siawi.org/article1668.html>

Notes

[1] Voir [Amnesty International is 'damaged' by Taliban link](#)